

**Le Président:** Je suppose que le député de Durham voudrait répondre à cela.

**M. Shepherd:** Monsieur le Président, tout d'abord, j'ai remarqué que le député lisait un texte. Je devine qu'il s'agit de la bible du Parti réformiste. Je crois que les députés du parti de la réforme devraient d'abord examiner toute la structure fiscale canadienne.

Je n'arrivais pas à le croire lorsqu'il a dit que c'était une taxe difficile, une taxe complexe. Il a ensuite présenté une analyse si simple qu'il est difficile d'en parler ici. Je n'arrive pas à comprendre sa philosophie.

Je vais répéter une autre statistique, une statistique clé provenant de leur cher Fraser Institute: 63 p. 100 de tous les impôts payés au Canada sont payés par les 30 p. 100 de contribuables qui gagnent les revenus les plus élevés.

Peu importe les arguments du Parti réformiste, ses membres ne vont rien changer à cette statistique. Soyons réalistes. S'ils veulent épargner ceux qui touchent les plus petits revenus, nous comprenons cela.

Cela pose certains problèmes parce que les gens se verraient acculés à une montagne d'impôts. On empêcherait les gens pauvres de s'acquitter de leurs dettes et d'améliorer leur sort parce qu'ils n'auraient pas les moyens de s'en sortir. Dès qu'ils gagneraient un dollar de plus, ils se retrouveraient dans l'obligation de payer un taux d'impôt de 23 p. 100. C'est le genre de philosophie que préconise le Parti réformiste. Ils maintiendraient les pauvres dans la pauvreté et transféreraient le fardeau fiscal des gens très riches, que ce parti représente, aux gens qui ont revenus moyens.

Cela ne passera pas. Leur message ne passera ni dans l'Ouest ni ici.

**Le président suppléant (M. Kilger):** Je sais que le député de Durham vous adressait la parole par mon entremise.

**M. David Chatters (Athabasca, Réf.):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir participer aujourd'hui au débat sur le projet de loi C-90, qui a précisément pour but de permettre au gouvernement de majorer les taux d'imposition déjà élevés que l'on fait payer aux contribuables canadiens.

Je n'en reviens pas, d'une fois à l'autre, du mépris dont le gouvernement fédéral fait preuve à l'égard de l'intelligence des Canadiens. Le projet de loi dont nous sommes saisis va carrément à l'encontre de l'engagement pris dans le livre rouge, le programme électoral du Parti libéral. De plus, les libéraux avaient promis aux Canadiens de ne pas majorer les impôts. Les compressions auxquelles il faudra s'astreindre tôt ou tard, peu importe le gouvernement au pouvoir, si l'on veut équilibrer notre budget, s'inscrivent donc dans un contexte de malhonnêteté, de fausseté et de belles paroles.

Nous venons, d'ailleurs, d'entendre le meilleur exemple qu'il ne m'ait jamais été donné d'entendre de ces beaux discours qu'on nous sert tout le temps. Quand le député de Durham a pris la parole dans le cadre du débat sur le projet de loi C-90, cette mesure de majoration des taux d'impôt, il a dit que le problème n'était pas le régime fiscal, mais les taux d'impôt trop élevés,

### *Initiatives ministérielles*

plus élevés que ceux de tous les pays de l'OCDE, sauf un. Cela ne l'empêche cependant pas d'accorder son appui à un projet de loi qui augmente encore plus les taux d'impôt. C'est ça le double langage dont je parle et que l'on nous tient si souvent.

• (1550)

J'aimerais vous donner un ou deux autres exemples de manquement aux promesses faites dans le livre rouge. Durant la campagne électorale, les libéraux ont dit qu'ils pouvaient régler nos problèmes simplement en stimulant l'économie et en créant des emplois. Pas besoin de toucher aux programmes, ni de majorer les impôts. Ils ont dit qu'ils pouvaient régler nos problèmes en créant des emplois et en stimulant l'économie.

Après deux années de régime libéral et de multiples réductions de programmes et de services, il reste encore à voir la création d'emplois et l'essor économique régler nos problèmes. Nous rappelons presque quotidiennement au gouvernement que la TPS est une escroquerie. La vice-première ministre nous avait dit qu'elle démissionnerait dans l'année si la TPS n'était pas abolie. Pourtant, elle est encore là. Je l'ai aperçue à la Chambre aujourd'hui.

Le gouvernement tient ce genre de discours aux Canadiens en période électorale, sachant très bien que les questions à la mode amènent des votes. Les libéraux disent aux Canadiens ce qu'ils veulent entendre. Une fois au pouvoir, les libéraux ont renoncé à leurs engagements, en espérant que, d'ici les prochaines élections, les Canadiens auraient oublié les promesses faites.

Le gouvernement a aussi fait preuve d'un manque d'honnêteté envers les fonctionnaires fédéraux lorsqu'il leur a dit qu'il ne ferait pas de compressions au sein de la fonction publique, que leurs emplois seraient protégés, qu'il allait respecter les dispositions des conventions qui ont trait à la sécurité d'emploi, et ainsi de suite. Après seulement deux années de régime libéral, 50 000 emplois sont en jeu dans la fonction publique. Qu'est-il advenu de la promesse faite à la fonction publique de notre pays? Il semble bien que le gouvernement ait aussi renoncé à cet engagement.

Le gouvernement avait aussi promis de maintenir le financement des programmes sociaux. Il avait dit qu'il ne couperait jamais comme le ferait le Parti réformiste. Le gouvernement allait protéger nos précieux programmes sociaux, ces programmes qui sont le tissu même de notre filet de sécurité sociale. Encore là, après seulement deux années au pouvoir, le gouvernement a fait des compressions beaucoup plus importantes que les mesures que nous proposons et que les libéraux dénonçaient à grands cris. Les mesures prises par le gouvernement ont été encore plus draconiennes que tout ce que le Parti réformiste a pu proposer. Si la compression de sept milliards dans les transferts accordés aux provinces au titre des dépenses sociales n'est pas une mesure excessive, je ne sais pas comment qualifier cela.

Les Canadiens ne seront pas naïfs au point d'oublier tout cela avant les prochaines élections. Il va de soi que le Parti réformiste fera tout ce qu'il peut pour s'assurer que les Canadiens n'oublient pas ces engagements non respectés. Je suis convaincu qu'aux prochaines élections, le gouvernement aura des comptes à rendre aux contribuables canadiens.